



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°48 – 28 novembre au 4 décembre 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : Transnet ne parvient pas à attirer des opérateurs privés sur son réseau ferroviaire
- **Afrique du Sud** : Le gouvernement confirme l'interdiction d'export de ferraille
- **Afrique du Sud** : Extension du délai de mise en œuvre de la réglementation sur les CPE
- **Afrique du Sud** : La balance commerciale devient déficitaire pour la première fois depuis Avril 2020
- **Afrique du Sud** : Le taux de chômage diminue au troisième semestre
- **Angola** : L'inflation continue sa décrue en octobre
- **Botswana** : L'inflation ralentit en octobre
- **Mozambique** : Le FMI conclut sa première revue de l'accord de son programme de « Facilité élargie de crédit »
- **Mozambique** : La banque centrale maintient son taux directeur à 17,25%
- **Namibie** : La Banque centrale réhausse son taux à 6,75%
- **Namibie** : Les revenus de Namport en augmentation de 20% depuis avril 2022
- **Zimbabwe** : Le chinois TsingShan signe un accord avec le Zimbabwe pour la construction d'une usine de lithium

Zoom sur... Le premier sommet national sur l'hydrogène vert en Afrique du Sud

Mardi 29 novembre dernier s'est tenu le premier Sommet sur l'hydrogène vert en Afrique du Sud au Cap, en présence du Président Ramaphosa, d'autres membres du gouvernement et des délégations de l'Alliance africaine pour l'hydrogène vert. Au cours de ce sommet organisé par le gouvernement, la GiZ (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*) et ISA (*Infrastructure South Africa*), le Président Cyril Ramaphosa a présenté une série d'annonces visant à attirer les investissements étrangers en Afrique du Sud. Il a notamment insisté sur les avantages comparatifs de l'Afrique du Sud en matière de production d'énergie solaire et éolien, de ressources en platines et ses dérivés - essentiels à la production d'électrolyseurs. Le pays a les capacités de produire entre 6 et 13 Mt d'hydrogène vert par an d'ici à 2050 – contre 2,4 Mt/an d'hydrogène gris actuellement – moyennant l'installation massive de nouvelles capacités de production d'énergies renouvelables. Une telle production nécessiterait en effet entre 140 et 300 GW de capacités d'énergies renouvelables alors que les capacités totales de production d'énergies renouvelables en Afrique du Sud s'élèvent aujourd'hui à 9 GW. Pour rappel, l'Afrique du Sud a estimé dans son plan d'investissement pour une transition juste (JETIP) un besoin de 93 Mds EUR sur les cinq prochaines années pour atteindre ses objectifs de baisse des émissions. L'hydrogène vert a été identifié dans le plan comme l'un des trois secteurs économiques principaux dans lesquels investir, avec l'électricité et les véhicules électriques. Toutefois, le projet annoncé par le président vise principalement à orienter la production vers l'exportation et non la consommation intérieure, notamment pour faire face à la demande croissante des pays européens en hydrogène vert.

Afrique du Sud

La balance commerciale devient déficitaire pour la première fois depuis Avril 2020

Après deux ans et demi d'excédent, la balance commerciale est devenue déficitaire au mois d'octobre à hauteur de 4,31 Mds ZAR (soit 244 M d'EUR). Cette mauvaise performance mensuelle s'explique par la forte diminution des exportations (-17%) due à la fermeture des ports pendant deux semaines occasionnée par la grève des salariés de Transnet et à la baisse de la demande mondiale, que le ralentissement des importations (-1,3%) n'a pas réussi à compenser. Si la balance commerciale reste positive sur la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Octobre (+181,3 Mds ZAR, soit +9,9 Mds EUR), elle est en nette diminution (-50,5%) par rapport à la même période de l'année précédente (366,22 Mds ZAR, soit 20,2 Mds EUR). Les importations ont en effet augmenté de 32,7% depuis le 1^{er} janvier notamment du fait des importations minières (+85% pour 28% des exportations), les exportations ne progressant dans le même temps que de 12,3% tirée en particulier par les exportations minières (+32% soit 16,5% des exportations).

Le taux de chômage diminue au troisième semestre

Selon Stats SA, le chômage a atteint 32,9% de la population active au troisième trimestre 2022, contre 33,9% à la fin du deuxième trimestre, dans un contexte de diminution de la population active (-0,3%). Il s'agit ainsi de la troisième baisse consécutive de l'indicateur, qui avait culminé à 35,3% au 4^{ème} trimestre 2021: le marché du travail continue de bénéficier de la normalisation de l'activité économique induite par la levée des dernières restrictions sanitaires. 204 000 emplois ont ainsi été créés sur la période, dont 120 000 dans le secteur manufacturier, 82 000 dans le secteur du commerce et 46 000 dans celui de la construction. A l'inverse, certains secteurs ont perdu des emplois: les secteurs de la finance (-

80 000) et du logement (-36 000). Par ailleurs, le nombre d'individus découragés par la recherche d'emplois a diminué de 54 000: le taux de chômage élargi a donc reculé encore plus nettement par rapport au trimestre précédent, de près de 8,5 points pour atteindre 41,6%. La population inactive a toutefois augmenté de 210 000 personnes. En glissement annuel le chômage diminue de 2% malgré une hausse de 1,5% de la population en âge de travailler et une augmentation de 3,2% de la population active. Le taux de chômage demeure toutefois supérieur à son niveau pré-crise (29,1% au 1^{er} trimestre 2020).

Transnet ne parvient pas à attirer des opérateurs privés sur son réseau ferroviaire

Le projet consiste en l'intégration des opérateurs privés dans le réseau ferroviaire sud-africain pour l'exploitation de trains à travers la vente aux enchères de certaines lignes ferroviaires. En 2021, Transnet Freight Rail (TFR) avait annoncé la vente à des opérateurs privés de lignes ferroviaires pour une période de 2 ans, pour l'exploitation de ses deux corridors de conteneurs reliant le Gauteng à Durban et à East London. L'intégration des opérateurs privés dans le réseau ferroviaire sud-africain est un enjeu clé de la réforme structurelle identifié par le gouvernement, pour stimuler les investissements et la création d'emplois. L'ouverture au secteur privé permettrait également de soulager l'entreprise publique dont les résultats financiers ont été décevants cette année et qui a récemment souffert d'importantes grèves de ses employés. Les retours du secteur privé ont cependant été en demi-teinte. Bien que la séance d'information sur l'appel d'offres ait initialement attiré 90 entreprises intéressées, seules 19 entreprises ont soumis la documentation requise. Finalement, une seule entreprise, Traxtion Sheltam, qui a remporté l'appel d'offres pour le créneau Kroonstad - East London du corridor du Cap, a continué le processus. Le projet a largement été critiqué par les soumissionnaires potentiels qui considéraient que leur rôle n'était pas d'investir dans des équipements neufs dont la durée de vie était supérieure à 30 ans alors que leurs contrats d'exploitation ne dureraient que 2 ans. D'autres part, les banques et institutions financières

estiment avoir besoin d'un engagement d'au moins 7 ans d'accès au réseau ferroviaire pour octroyer des financements.

Le gouvernement confirme l'interdiction d'export de ferraille

Face au vol de ferraille dans les infrastructures métalliques sudafricaines, le gouvernement a décidé d'interdire l'exportation de ferraille pour une durée de 6 mois afin de freiner la demande et de réduire le vandalisme. Une fois les 6 mois écoulés, cette mesure sera suivie d'un système de réglementations spécifiques concernant le commerce de la ferraille de cuivre et de métaux qui interdira notamment l'utilisation d'argent liquide pour la vente et l'achat de ces métaux. Un système d'octroi de licences sera également mis en place pour pouvoir exporter certains métaux. Le cabinet du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence avait approuvé début novembre cet ensemble de mesures pour restreindre le commerce des déchets de ferraille et des métaux semi-traités. Pour rappel, le vol d'infrastructures métalliques coûte environ 47 Mds ZAR (2,6 Mds EUR) à l'économie sudafricaine chaque année et les dommages causés par ces vols compromettent l'approvisionnement en énergie et la création d'emplois. A titre d'illustration, en 2021, 742 km de câbles Eskom ont été volés, renforçant les perturbations sur le réseau électrique.

Extension du délai de mise en œuvre de la réglementation sur les certificats de performance énergétique (CPE) des bâtiments

Le Ministère des ressources minières et de l'énergie a reporté l'obligation d'affichage des CPE à l'entrée des bâtiments non-résidentiels, initialement prévue pour décembre 2022, à décembre 2025. Cette annonce octroie une période supplémentaire de trois ans aux propriétaires pour évaluer la consommation de leurs bâtiments et se conformer à la législation. Les certificats de performance énergétique, issus de la stratégie nationale d'efficacité énergétique, ont pour but d'inciter les propriétaires à la rénovation de leurs biens immobiliers. Cette réglementation répond aux objectifs de l'Afrique

du Sud qui s'est engagée à accélérer la mise en place de politiques d'efficacité énergétique à travers les « *National energy efficiency strategy goals* », des objectifs de réduction des émissions des bâtiments fixés à 16% par an entre 2015 et 2030. A noter que les bâtiments sont à l'origine de 43% des émissions GES à l'échelle mondiale.

Angola

L'inflation continue sa décrue en octobre

Selon l'institut national de statistiques (INE), le taux d'inflation en glissement annuel a atteint +16,7% au mois d'octobre, après +18,2% au mois de septembre. L'inflation mensuelle atteint +0,8% et reste principalement portée par le poste « denrées alimentaires » (+0,7% soit une contribution positive de 0,4 point). La hausse de l'inflation tend ainsi à s'essouffler, avec un taux de croissance en diminution depuis 9 mois. Dans ce contexte, la banque centrale (National Bank of Angola) a décidé de maintenir son taux directeur à 19,5% lors de son comité de politique monétaire de novembre, après une baisse de 50 points de base au mois de septembre.

L'Angola a la quatrième essence la moins chère au monde et le sixième diesel le moins cher

Au cours du 1^{er} semestre 2022, le litre d'essence a été vendu 0,32 USD dans les stations-service en Angola après subventions de l'Etat. Sans participation de l'Etat, il aurait été vendu à 0,79 USD. En parallèle, le diesel a été vendu à 0,27 USD mais son coût réel était de 0,8 USD. L'importation de diesel, d'essence et de gaz liquéfié a coûté 471,6 Mds AOA (922 M USD) au 1^{er} semestre 2022. Sur ce montant, 339,8 Mds AOA (663 M USD) ont été subventionnés par l'Etat, dont 84 % uniquement pour l'essence et le diesel.

Botswana

L'inflation ralentit en octobre

Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsBots*), le taux d'inflation sur un an a atteint 13,1% au mois d'octobre, après 13,8% au mois de septembre. Il s'agit du troisième mois consécutif de décline de l'indicateur. Parmi les principaux postes contributeurs à la hausse des prix figurent les « transports » (+32,3% soit une contribution positive de 7,6 points), « les denrées alimentaires » (+15,8% soit +2,2 points) ainsi que « le logement, l'eau et l'électricité » (+5,4% soit +1,0 point).

Mozambique

Le FMI conclut sa première revue de l'accord de son programme de « Facilité élargie de crédit »

Le 21 novembre, le FMI a annoncé la conclusion de la première revue de l'accord de son programme de « Facilité élargie de crédit », mis en place en mai 2022. L'institution monétaire a salué la politique monétaire et budgétaire menée par les autorités depuis 2021 et a approuvé le décaissement de la troisième tranche du programme. Celle-ci, d'un montant de 59,3 M USD, porte l'aide financière du FMI au Mozambique à 150 M USD. Pour rappel, le programme de Facilité élargie de crédit prévoit le décaissement de 454 M USD sur une période de trois ans, dans l'objectif de soutenir la reprise économique, réduire la dette publique et favoriser la croissance.

La banque centrale maintient son taux directeur à 17,25%

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (Banço de Mozambique), qui s'est réuni le 30 novembre, a décidé de maintenir son taux directeur à 17,25%. L'institution monétaire justifie sa décision par les perspectives d'inflation, qui permettent d'espérer un ralentissement de la hausse des prix à moyen terme. En octobre, l'inflation annuelle a atteint

11,8%, contre 12% au mois de septembre. L'évolution future de l'indicateur est néanmoins soumise à des risques importants. Une hausse plus importante que prévu pourrait contribuer à augmenter les dépenses publiques malgré la promesse du gouvernement de réduire le déficit public, alors que le niveau de la dette intérieure est particulièrement élevé (4,2 Mds USD en 2022, en hausse de 1 Md USD depuis décembre 2021).

Namibie

La Banque centrale réhausse son taux à 6,75%

La Banque centrale (*Bank of Namibia*) a annoncé le 30 novembre une hausse de son taux directeur de 0,5 point à 6,75%. Alors que jusque-là, l'institution monétaire avait suivi avec un léger décalage les décisions de la Banque centrale sud-africaine (SARB), afin de maintenir l'ancrage du dollar namibien avec la devise sud-africaine dans le cadre de la zone rand, la Bank of Namibia a cette fois-ci adopté une position divergente, alors que la SARB a décidé d'augmenter son taux directeur de 0,75 point à 7% le 24 novembre dernier. Cette décision est en contradiction avec les recommandations du FMI, qui a plaidé dans son dernier rapport relatif à l'Article IV (5 octobre 2022) pour un alignement des politiques monétaires namibienne et sud-africaine. La *Bank of Namibia* justifie sa décision par la stabilité de l'inflation (7,1% en glissement annuel au mois d'octobre, comme au mois de septembre), qui demeure inférieure à celle de l'Afrique du sud (7,6% en glissement annuel au mois d'octobre, en hausse de 0,1 point par rapport au mois de septembre).

Les revenus de Namport en augmentation de 20% depuis avril 2022

Selon le PDG de l'autorité des ports de Namibie (Namport), Andrew Kanime, les revenus de Namport ont crû de 666 M NAD (36 M EUR) en avril 2022 à 776 M NAD (41,5 M EUR) fin octobre 2022, soit une augmentation de 20%. Les dépenses de l'entreprise publique ont également augmenté sous l'effet de l'inflation des prix des carburants mais à un rythme moins soutenu

(+9,5%). En dépit de la hausse des revenus de Namport, Andrew Kanime redoute un emballement de l'inflation en Europe et aux Etats-Unis qui aggraverait le ralentissement de l'économie post-Covid. Pour rappel, Namport est une entreprise publique fondée en 1994 et qui gère les ports de Walvis Bay et de Lûderitz.

Projet d'une centrale hydraulique Baynes à l'étude

Lors d'une conférence à Swakopmund en début de semaine marquée par la présence de délégations angolaise et espagnole, le projet de construction d'une centrale hydraulique Baynes de 600 MW bordant le fleuve Kunene a été discuté. Dès juin dernier, une commission bilatérale entre l'Angola et la Namibie avait établi que la construction d'un barrage hydraulique diversifierait l'approvisionnement énergétique de la Namibie. Cependant, un tel barrage inonderait les terres ancestrales du peuple des Ovahimba. La secrétaire d'Etat du ministère de l'agriculture, de l'eau et de la réforme foncière, Ndiyakupi Nghituwamata, a annoncé le soutien technique et financier d'acteurs internationaux à l'instar de la Southern African Power Pool et l'AdB.

minières au Zimbabwe. Elle construit notamment une usine d'acier inoxydable dans le pays pour un montant de 954 M EUR pour une capacité de production de 5 Mt par an. Le groupe espère également multiplier par 18 sa production de charbon et par 3 celle de ferrochrome dans les prochaines années. Le Zimbabwe, qui est le seul producteur africain de lithium et l'un des pays les mieux dotés en ressources minières, est un pays attractif pour les grands groupes miniers. Il attire notamment la présence chinoise. En septembre, deux groupes miniers (Eagle Canyon International Groupe et Pacific Goal Investment) ont investi 2,7 Mds EUR pour la transformation de lithium notamment. Le lithium est un métal au cœur des enjeux industriels, économiques et environnementaux. Son application majeure est le stockage d'énergie sous la forme de batteries lithium-ion, débouché qui connaît une forte croissance. A titre d'illustration, en 2025, le secteur des batteries devrait représenter plus de la moitié de la demande du marché mondial du lithium. Le Zimbabwe espère donc relancer sa croissance économique grâce au secteur minier et aux investissements étrangers.

Zimbabwe

Le chinois TsingShan signe un accord avec le Zimbabwe pour la construction d'une usine de lithium

L'entreprise TsingShan, présente au Zimbabwe depuis 2018, s'est engagé mardi 29 novembre auprès du président Mnangagwa, à construire une installation de production de concentrés de lithium dans le pays. A l'origine producteur de nickel, l'entreprise chinoise a plusieurs activités

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : SER de Pretoria
Rédacteurs : Léopold VINOT, Pierre FINOT, Tanguy ACHER et Alice REGNIER
revu par Claire JOLLY et William PECRIAUX

Pour s'abonner : [s'inscrire ici](#)